

LRD

L'énergie citoyenne, pierre philosophale de la transition énergétique

Au lieu d'édifier un pont vers l'avenir pour que les enfants d'aujourd'hui trouvent demain les conditions physiques de leur épanouissement, la finance détruit ces conditions. Ce que montre cette donnée simple : en moyenne, l'épargne qu'une personne place dans une banque standard génère plus de CO₂ que ce que cette personne émet dans sa vie quotidienne (Dupré, 2010).

La conséquence est à l'évidence funeste. Or, trouver des placements alternatifs relève de la gageure (LaRevueDurable, 2010-2011). En clair, la finance, y compris celle de nombreux petits épargnants soucieux du bien commun, saborde l'avenir. A partir de là, il est impossible de construire un monde durable.

L'urgence est donc totale : il faut absolument créer au plus vite des placements soutenables vers lesquels canaliser l'épargne des ménages, en particulier dans l'énergie. Orienter de plus en plus – au maximum – l'argent des petits et des grands épargnants vers les économies d'énergie et les énergies renouvelables est un pas obligé dans la bonne direction.

Aujourd'hui, les Etats et les lois privilégient le financement de grands projets qui bouchent l'avenir. L'exemple phare, en France, est l'aéroport Notre-Dame-des-Landes. D'une manière générale, le seul fait que l'argent public continue de subventionner des énergies aussi sales et dangereuses que le nucléaire et le charbon, et désormais les hydrocarbures non conventionnels (gaz et huiles de schiste, sables bitumineux, offshore profond, etc.) est un désastre physique et moral absolu (LaRevueDurable, 2013).

Faim d'écologie

La question de l'énergie n'est bien sûr pas la seule, mais elle est vitale : si l'on veut éviter de faire définitivement dérailler les équilibres du système Terre dont l'humanité dépend, il faut diminuer les flux d'énergie qui s'y accumulent. La transition énergétique ne se borne pas à remplacer les énergies sales, centralisées et dangereuses par des énergies décentrali-

sées et plus inoffensives, elle consiste aussi, en tout premier lieu, à faire baisser les flux d'énergie sur Terre.

Sur cette question essentielle, les populations sensibles à l'écologie ont longtemps délégué la tâche de promouvoir les économies d'énergie et les énergies renouvelables à des militants professionnels. Fin 2009, le Sommet de Copenhague sur le climat a apporté la preuve définitive que, malgré la justesse incomparable des options qu'elles défendent, les ONG sont incapables, seules, d'obtenir gain de cause. Le rapport de force en haut lieu leur est défavorable à l'extrême (LaRevueDurable, 2011-2012).

Au vrai, il manque une mobilisation qui traverse le tissu social en profondeur. Sauf exception – OGM en Europe, gaz et huiles de schiste en France –, les peuples des pays riches n'ont pas assez faim d'écologie. Il est pourtant essentiel de trouver la pierre philosophale écologique, c'est-à-dire le moyen de déclencher un large élan populaire, qui voit les individus s'impliquer dans la transition, ne plus s'en remettre aux Etats et aux ONG pour contrer le poids extraordinairement néfaste des grandes entreprises et des institutions financières.

Participer au mouvement écologiste nécessite cependant beaucoup de volontarisme dans une société aux normes contraires ultra-puissantes et aux canaux de communication consuméristes et publicitaires omniprésents. Le niveau de compréhension, la force de caractère, la capacité à prendre sur soi pour faire le pas de côté exigé afin de s'engager sur ce plan sont, pour une écrasante majorité imbibée de consumérisme (mon week-end, mes loisirs, mon smartphone, etc.), une exigence trop élevée, une barrière semble-t-il infranchissable (LaRevueDurable, 2012).

Voie royale

Pour remonter la pente, l'hypothèse de ce dossier est que si l'on parvient à orienter l'argent des épargnants vers des placements

qui recourent et reconstruisent le monde au lieu de le dépecer et de le disloquer toujours plus, alors on aura peut-être aussi trouvé un socle psychologique ou mental pour générer l'élan populaire qui fait tant défaut aujourd'hui.

Or, le Danemark et l'Allemagne apportent tous les jours la preuve que l'énergie citoyenne fournit une grande partie de la solution. Les coopératives d'énergie construisent dans ces deux pays un pont vers un avenir soutenable et, en même temps, impliquent les coopérateurs dans le changement de paradigme général, leur fait vivre le virage énergétique de l'intérieur, les conduit à y adhérer au plus près au point de les amener à le défendre dans le champ politique.

Passer de l'impuissance à l'action

C'est ce qu'atteste le bras de fer qui fait rage en ce moment en Allemagne, où la plus grande incertitude règne sur la suite qu'Angela Merkel et Sigmar Gabriel donneront à la transition énergétique.

Les épargnants-coopérateurs ne sont plus impuissants devant le spectacle des politiques, des entreprises et des banquiers qui financent le contraire de ce qu'il faudrait financer : ils sont acteurs de la transition, engagés dans son advenue, parties prenantes de cette page qu'ils tournent et fiers d'en être coresponsables. Et cela sans exiger d'eux au départ – là est le miracle – des prouesses humaines extravagantes, des trésors de militantisme ou des sacrifices personnels inouïs au nom du bien commun.

Ce que ces placements citoyens leur fournissent au premier chef, c'est le moyen d'être en accord avec eux-mêmes et, du coup, capables de regarder la réalité de la détérioration de la biosphère en face. Les sociétaires des coopératives d'énergie se retrouvent du bon côté du problème, celui du changement de perspective, et non du mauvais, celui de l'impuissance.

Les chiffres danois et allemands montrent que les coopératives changent la donne quand ailleurs l'immobilisme désespère les plus bat-

tants. Elles sont une voie royale pour la transition énergétique et écologique en ce qu'elles lui fournissent sur un plateau une base sociale prête à la défendre.

Mais c'est seulement au Danemark que la transition est systémique et cohérente. Le reniement total de Nicolas Sarkozy en mars 2010 – « L'environnement, ça commence à bien faire ! » – et, plus pitoyable encore, celui de David Cameron en novembre 2013 – « Débarassons-nous de cette connerie verte » – y sont impossibles.

Au pays de la petite sirène, c'est le scénario inverse qui l'a emporté. En 2002, le nouveau chef du gouvernement de droite, Anders Fogh Rasmussen, a cru pouvoir tirer un trait sur les énergies renouvelables, jugées contraires aux intérêts du marché. Mais en 2008, il a dû admettre son erreur et opérer un virage à 180 degrés... de manière policée.

En Allemagne, quoi qu'il adienne, la coalition au pouvoir n'est plus entièrement libre de caresser le lobby des quatre grandes entreprises d'électricité dans le sens des électrons les plus sales. Une lutte plus égale qu'ailleurs a lieu pour maintenir la transition en mains citoyennes. S'il y a bien un « modèle » danois de la transition énergétique en phase avec le puissant mouvement d'énergie citoyenne qui s'y exprime, ce n'est pas le cas en Allemagne. En vérité, il n'y a pas de « modèle » allemand de la transition énergétique.

En France comme au Royaume-Uni, où le culte des élites et de l'Etat centralisateur atteint son paroxysme, la voie de l'énergie citoyenne peut paraître impraticable. A tort. En Suisse, où il existe quelque 700 entreprises d'énergie, les coopératives d'énergie peuvent paraître superflues. A tort encore. Elles sont le meilleur levier pour concrétiser la transition énergétique, même dans un pays aussi rétif à toute coopération et englué dans son charbon que la Pologne (LaRevueDurable, 2012-2013).

Il faut une base sociale autrement plus solide qu'elle ne l'est aujourd'hui en France et au Royaume-Uni pour lutter contre l'influence immorale des grandes entreprises sur le cadre général de la politique de l'énergie.

Il faut la contribution active des populations pour faire vivre la transition écologique dans les champs du quotidien et du politique. Le mouvement coopératif peut aider sur ces deux plans.

En 2004, les coopératives historiques n'avaient pas investi l'écologie (LaRevueDurable, 2004). Cinq ans plus tard, l'écologie commençait à renouveler l'économie solidaire (LaRevueDurable, 2009). Il reste, dans la plupart des cas, à étendre cette évolution à l'énergie. Si, dans cinq ans, les coopératives d'énergie ont partout essaimé, alors l'avenir aura plus fière allure. ■

BIBLIOGRAPHIE

DUPRÉ S. *Que font-ils de notre épargne ?* Nil, Paris, 2010.
www.epargneclimat.com

LA REVUE DURABLE. *Ecologie et emploi : un mariage de raison*, LaRevueDurable n°10, avril-mai 2004, pp. 11-53

LA REVUE DURABLE. *Economie solidaire et écologie, des richesses insoupçonnées*, LaRevueDurable n°33, mars-avril-mai 2009, pp. 14-57

LA REVUE DURABLE. *Investir dans un monde plus juste et plus beau*, LaRevueDurable n°40, décembre 2010-janvier 2011, pp. 14-53

LA REVUE DURABLE. *Un monde plus écologique est en marche*, LaRevueDurable n°44, décembre 2011-janvier 2012, pp. 14-58

LA REVUE DURABLE. *Changer de récit pour changer le monde*, LaRevueDurable n°46, septembre-octobre 2012, pp. 31-35

LA REVUE DURABLE. *Enquête sur l'écologie en Pologne*, LaRevueDurable n°47, décembre 2012-janvier-février 2013, pp. 13-67

LA REVUE DURABLE. *Ecologie et morale*, LaRevueDurable n°48, mars-avril-mai 2013, pp. 14-62

